Programme de formation-recherche CIERA

**« Dire et construire la paix dans l'espace franco-allemand.
Approches théoriques, pratiques politiques, culturelles et sociales »**

*Jean-Paul Cahn (Université Paris IV) ; Françoise Knopper (Université Toulouse 2) ;
Hélène Miard-Delacroix (ENS LSH) ; Anne-Marie Saint-Gille (Université Lumière Lyon 2)*

Compte-rendu de la séance du vendredi 9 novembre 2007

Lieu : Maison des Sciences de l'Homme, 54, Boulevard Raspail, 75006 Paris

Intervenants : Bernd Wegner (Helmut-Schmidt-Universität, Hamburg)
Françoise Knopper (Université Toulouse II)

Langues de travail : français et allemand

Coordination scientifique : Jean-Paul Cahn (Université Paris IV) ; Françoise Knopper (Université Toulouse 2) ; Hélène Miard-Delacroix (ENS LSH) ; Anne-Marie Saint-Gille (Université Lumière Lyon 2)

* * * * *

La séance du vendredi 9 novembre 2007 constituait la première réunion dans le cadre du programme de formation-recherche « Dire et construire la paix dans l'espace franco-allemand. Approches théoriques, pratiques, politiques, culturelles et sociales. ». **Anne-Marie Saint-Gille** (Université Lyon II) a tout d'abord évoqué **l'orientation générale du programme de formation-recherche.**

L'objectif de ce séminaire est de mener une réflexion, à partir de recherches récentes ou en cours, sur la zone imprécise englobant les sorties de guerre et les caractéristiques des sociétés d'après-guerre. En liant questions théoriques et études de cas, et en privilégiant l'histoire franco-allemande, on analysera comment les situations conflictuelles sont dépassées ; on étudiera les processus culturels, sociaux et politiques d'instauration et de maintien de la paix.

On observera la notion de construction de la paix en tenant compte de la dynamique de sa tension constante avec le conflit. L'examen des divers processus d'installation de la paix ne sera pas limité à l'espace temporel restreint des quelques mois ou années immédiatement consécutifs à l'arrêt des hostilités, mais prendra en compte les différentes modalités d'une communication établie avant la fin de la guerre et s'étendra aux processus de construction sur la durée.

A partir de cet arrière-plan, on analysera des exemples de discours produits en vue de l'instauration d'un horizon de régulation des conflits et l'on réexaminera des notions – déjà largement sollicitées comme outils d'analyse – telles que mobilisation ou démobilisation (militaires, intellectuelles).

* * * * *

La première intervention, présentée en langue allemande par **Bernd Wegner** (Helmut-Schmidt-Universität, Hamburg), était consacrée à la question : „**Wann ist Frieden? Überlegungen zu einer historischen Konzeption des Friedens im Zeitalter der Weltkriege.**“ (« Quand peut-on parler de paix? Réflexions sur une conception historique de la paix à l'époque des guerres mondiales. »)

Résumé de l'intervention

Le mot « paix » est un mot complexe car il peut désigner de multiples réalités. La paix est une aspiration de l'humanité depuis des siècles et sert de justification à de nombreuses actions. Mais plus une expression englobe de réalités, plus elle risque de devenir vide de sens. Il y a bien évidemment des études sur la paix qui s'intéressent au concept lui-même, à ses expressions, à ses dangers, mais nous sommes encore bien éloignés d'une théorie féconde.

Souvent, guerre et paix sont opposées comme deux antonymes. Pourtant, leur rapport est plutôt un rapport asymétrique. Alors que la guerre peut se définir par la violence, la paix ne se définit en effet que par l'absence de guerre. La paix est une invention de l'ère moderne : Hobbes définissait encore la paix comme le temps entre deux guerres.

On peut tirer une première conclusion de ces considérations : seule l'évocation d'exemples historiques concrets est réellement porteuse lorsqu'il s'agit d'analyser le concept de paix. Il est donc intéressant de se servir de l'époque entre les deux guerres mondiales pour tenter de cerner plus précisément la notion de paix.

L'expression même d'« entre-deux-guerres » (« Zwischenkriegszeit ») indique déjà que cette époque était placée sous le signe de la guerre. Il s'agit d'une époque charnière entre deux conflits où les conséquences du premier conflit déterminaient encore la vie alors que le second conflit se préparait déjà. Etant donné qu'un lien causal relie les deux guerres, l'ensemble de cette époque est généralement considéré comme une unité.

Une expression en vogue désigne cette période comme « seconde guerre de trente ans » (« Zweiter dreißigjähriger Krieg »). Cette expression n'est pas nouvelle : dès 1890, Moltke appréhendait une guerre de trente ans qu'il serait impossible de contrôler. Les nationaux-socialistes utilisèrent également cette expression afin de montrer qu'ils considéraient la seconde guerre mondiale comme une continuation de la première, une conséquence logique de Versailles qui ne pouvait en aucun cas être considéré comme une fin acceptable du premier conflit, mais uniquement comme offrant un court répit. Il est intéressant de noter que de Gaulle avait une conception similaire lorsqu'il affirmait que seule la destruction de l'Allemagne en tant que grande puissance pouvait mettre fin à l'expansionnisme allemand.

L'expression de « seconde guerre de trente ans » est par exemple utilisée par Hans-Ulrich Wehler lorsqu'il cherche à montrer les similitudes structurelles des deux guerres (deux guerres touchant l'ensemble de la société de nations industrialisées).

On peut cependant reprocher à cette expression de ne pas suffisamment prendre en compte les différences entre les deux conflits. Les destructions suite à la seconde guerre mondiale furent d'une ampleur bien plus grande que celles de la première guerre mondiale. Alors que la première guerre mondiale fut une guerre avant tout européenne, la seconde guerre mondiale fut véritablement une guerre globale. Alors que les régimes totalitaires ne jouèrent aucun rôle dans la première guerre mondiale, leur existence fut décisive pour la seconde guerre mondiale.

De plus, l'expression « seconde guerre de trente ans » suppose une linéarité entre les deux conflits qui n'a jamais existé et qui ne reflète pas de façon adéquate l'existence d'alternatives réelles, notamment au cours de la seconde moitié des années '1920 avec le développement d'une société civile dans la plupart des pays européens.

Il semble donc plus porteur de parler de « paix intermédiaire » (« Zwischenfrieden ») plutôt que d' « entre-deux-guerres » (« Zwischenkrieg »).

Se pose également la question des limites chronologiques : cette « paix intermédiaire » a-t-elle véritablement commencé le 11 novembre 1918 ? Si l'on en croit les mémoires de Britanniques et de Français, cette date marque en effet le début de la paix pour ces deux nations. La situation est cependant différente en Allemagne avec la révolution de novembre et la formation des conseils d'ouvriers et de soldats. A Vienne, l'empereur quitte la ville pour partir en exil en Suisse. En Galicie orientale, la lutte pour Lemberg est loin d'être achevée. Peut-on alors parler de paix du 11 novembre ?

Il n'est pas inutile dans ce contexte de se rappeler quelques conflits allemands après le 11 novembre 1918. Dès 1919, a lieu la révolte de Spartakus qui fait environ 200 morts. En 1920 ont lieu le putsch de Kapp, ainsi que les révoltes communistes dans la région de la Ruhr et on dénombre plus de 1000 morts. En 1923 encore, cinq ans après la fin officielle de la guerre, on observe des mouvements séparatistes en Allemagne de l'ouest ainsi que le putsch de Hitler à Munich.

Cette violence ne se limite pas à l'Allemagne d'après-guerre. En Italie, on compte environ 1500 morts après la fin de la guerre. En Bulgarie, ce nombre atteint les 20000. La guerre civile russe fait jusqu'à 8 millions de morts (un nombre difficile à déterminer étant donné l'absence de statistiques adéquates), ce qui représente quatre fois plus de morts que le nombre de victimes russes au cours de la première guerre mondiale.

Au vu du nombre de victimes, il semble dès lors impossible d'affirmer à l'échelle européenne que la paix est revenue. La première guerre mondiale avait certes perdu son axe. La « densité de la violence » (« Gewaltdichte »), cependant, était encore extrêmement élevée.

S'impose dès lors une seconde conclusion : la notion empirique de paix ne correspond pas nécessairement à sa définition en droit international où toute période sans guerre est considérée comme temps de paix. Lorsque la guerre se termina en 1918, la paix était loin d'être acquise.

Il faut noter aussi que la guerre et la paix ne désignent pas un état des choses statique. Il s'agit au contraire de deux processus dynamiques, centrés autour de l'accumulation de violence. En cas de « densification » (« Verdichtung ») de la violence, la guerre l'emporte (et sera alors définie à partir d'une date purement symbolique), en cas de « désimbrication de la violence » (« Gewaltentflechtung »), la guerre prend fin.

Cette « densité de la violence » était très forte au cours des années de l'immédiat après-guerre, et ce jusqu'en 1923 environ. A partir de 1924, cette vague de violence diminua et ce n'est qu'après 1935 que le nombre de conflits augmenta à nouveau. Cette accalmie sur la scène internationale est à relier à un retour à des moyens diplomatiques de résolution des conflits, à une reprise économique et à une relative stabilisation de la politique intérieure de la plupart des états européens. Il n'était donc pas inévitable que cette accalmie se terminerait par une seconde guerre mondiale.

Quand faut-il alors voir la fin de cette paix précaire ? Une fois encore, il est impossible de se contenter de la date symbolique du 1^{er} septembre 1939. Il y a certes de bonnes raisons pour fixer le début de cette guerre au 1^{er} septembre 1939 : cette date met en lumière le régime par qui le désastre est arrivé ainsi que sur le personnage d'Hitler lui-même. Cependant, cette date ne sépare pas la guerre de la paix : la marche sur Vienne et Prague peuvent-elles encore être considérées comme un acte de paix ? Ne sont-elles pas l'expression du même expansionnisme qui fut à l'œuvre après le 1^{er} septembre 1939 ? La différence résiderait alors dans la réaction du pays agressé, ni l'Autriche ni la Tchécoslovaquie n'ayant opposé de résistance à l'envahisseur. Comme le suggérait

Clausewitz, il serait donc vrai de dire que ce n'est jamais l'agresseur mais la résistance (ou l'absence de résistance) de la victime qui détermine l'état de guerre.

Si la date du 1^{er} septembre n'est pas la seule possible, quelle date faut-il considérer comme la plus féconde ? Ne faudrait-il pas opter pour une date qui symbolise le début de l'accumulation de violence internationale ? On pourrait penser par exemple au conflit russo-japonais, à la guerre d'Abyssinie, à la guerre civile d'Espagne ou encore au conflit en Asie de l'Est qui avait débuté dès 1931 pour être renforcé par la guerre sino-japonaise à partir de 1937. En 1931, l'attaque japonaise en Manchourie à l'encontre d'un des état membres de la Société des Nations montra l'incapacité d'agir de la communauté internationale et le refus des grandes puissances d'intervenir dans un conflit local. Cette date marque donc l'effondrement de l'ordre international, même si cet effondrement ne se fit pas tout de suite sentir en Europe. En refusant d'agir, les grandes puissances garantes de l'ordre international abdiquèrent leur responsabilité. Hitler ne fit que profiter au mieux de cet échec du système de la Société des Nations.

On peut conclure de ces quelques réflexions que tant que les implications du choix d'une date symbolique sont claires, la date n'importe en fin de compte que peu et son choix ne se conçoit qu'a posteriori.

Les mêmes réflexions peuvent d'ailleurs s'appliquer à la définition de la fin de la seconde guerre mondiale. Le 8 mai 1945 marque la fin de cette guerre en Europe, le 2 septembre 1945 la fin de la guerre au Japon. La capitulation ne fut cependant pas synonyme de fin de la violence. Pour certains, la violence n'était déjà plus une réalité depuis un moment, d'autres allaient encore la vivre pendant plus longtemps. Etant donné la complexité des conflits à l'échelle internationale, ces dates symboliques ne marquèrent donc qu'une modification dans la nature de la violence et non sa fin. Si la violence continuait à se manifester dans la guerre civile en Grèce, dans la résistance contre l'Armée Rouge et dans la guerre d'Algérie, les foyers de violence n'étaient plus aussi intrinsèquement liés au niveau international. A partir de la fin des années '1940, les règles évoluèrent pour faire place à un risque de violence latent : la guerre froide.

Il ressort de cette réflexion qu'une plus grande flexibilité des notions de guerre et de paix est nécessaire pour une analyse féconde. Il s'agit de considérer guerre et paix davantage comme des processus que comme des notions statiques. Par conséquent, la « densité » de la violence joue un rôle décisif pour différencier guerre et paix. Enfin, la notion de paix ne pourra avoir de valeur heuristique qu'en rapport avec une réalité historique.

Discussion

Françoise Knopper (Université Toulouse II) a tout d'abord souligné l'importance, pour la suite du programme de formation-recherche, de la clarification des deux notions clés apportée par l'intervention de Bernd Wegner et notamment de la suggestion de ne comprendre ces expressions que dans leur contexte historique et dans leur détermination fonctionnelle.

Rainer Hudemann (Universität des Saarlandes) s'est ensuite interrogé sur le lien entre la grille de facteurs analysée et les aspects de politique intérieure. Il a souligné que la notion « seconde guerre de trente ans » met en avant l'importance du facteur « Hitler » pour la densification de la violence au cours des années '1930 et la dynamique de violence particulière liée au parti nazi. Sans Hitler, cette dynamique aurait certainement pris moins d'ampleur et on peut donc considérer comme dramatiquement précoce la décision des magistrats de relâcher Hitler à la suite du putsch. Si les communistes, pour leur part, n'avaient pas usé leurs forces dans le combat contre le SPD, peut-être la gauche aurait-elle

été plus efficace dans son opposition à la droite radicale. Ces deux exemples montrent que le mouvement national-socialiste aurait pu être brisé avant même d'avoir les pouvoirs étatiques pour agir. La dynamique intérieure des conflits a donc une importance certaine dans une perspective internationale. **Bernd Wegner** a ajouté que la même remarque valait également pour la crise économique internationale de 1929 qui aurait probablement été moins destructive dans une conjoncture différente. On peut donc en conclure que la densification de la violence n'est en aucune façon un processus prédéterminé. Bernd Wegner a également souligné que les facteurs intérieurs et extérieurs sont souvent indissociables car la brutalité peut se manifester dans tous les aspects de la politique. Un régime extrêmement brutal peut néanmoins prendre soin de mener une politique étrangère prudente, ainsi que cela a été le cas dans l'Allemagne des années '1930. **Jean-Paul Cahn** (Université Paris IV) a renforcé ces propos en se référant à l'Algérie française et à l'intervention à Sétif, entreprise à l'intérieur du pays avec des moyens militaires et une hostilité caractéristiques d'un conflit armé. La violence se retrouve donc à tous les niveaux.

Hélène Miard-Delacroix (ENS LSH) a ajouté que, selon la perspective choisie, l'historien relativise généralement toutes les dates : se pose alors la question de l'écriture de l'histoire. **Bernd Wegner** a insisté sur le fait que les dates, loin d'être des faits inébranlables, étaient des éléments ouverts à interprétation. L'historien construit des images, mais l'original de ces images ayant été perdu on ne dispose pas de point de comparaison. Cependant, les archives et sources originales ont « un droit de veto ». Chaque angle d'approche différent n'est qu'un moyen de générer de nouveaux points de vue.

Volker Kuhn (Université Toulouse II) a ensuite évoqué le symbolisme des notions de guerre et de paix. Ne faut-il pas arriver à une acceptation symbolique pour qu'une population accepte le concept de guerre ? **Bernd Wegner** a précisé que toute préparation d'une guerre commence en temps de paix. L'aspect symbolique fut d'ailleurs spécialement important dans les pays qui refusaient d'accepter les conséquences de la première guerre mondiale. Bernd Wegner a cité l'exemple d'une étude comparative des corps étudiants de Cambridge et Tübingen, qui montre que les étudiants de Cambridge étaient plus fortement influencés par le mouvement pacifiste, alors que les étudiants de Tübingen s'intéressaient de plus près à la guerre.

Pascal Fagot (Université de Reims) a souligné que, si la guerre était certes définie par la violence, elle l'était également par ses objectifs. Selon **Bernd Wegner**, ces objectifs étaient certes liés, mais avaient des composantes et motivations différentes selon les guerres. Les guerres de décolonisation asiatiques n'étaient certes pas directement liées à la seconde guerre mondiale. Cependant, ce n'est que suite à l'occupation japonaise que ces pays ont appris à former des troupes et à mener des guerres. Il y a donc bien un lien de causalité, même indirect. Si la guerre avait perdu son axe principal après 1918, les violences des années à suivre n'auraient pu s'expliquer sans elle.

Anne-Marie Saint-Gille (Université Lyon II) est ensuite revenue sur la relativisation des notions de guerre et paix et leur asymétrie. Ne pourrait-on pas étendre cette analyse aux armistices ? En effet, si la guerre ne se termine pas le jour de l'armistice, la paix commence également bien avant et on peut certainement déjà observer des processus de paix en temps de guerre. Selon **Bernd Wegner**, le moment précis d'un armistice est effectivement souvent le fruit du hasard historique. En 1918, nul, en Allemagne, ne songeait à un armistice, étant donné que les troupes allemandes se trouvaient encore loin en pays ennemi. Les avis étaient divisés quant à savoir si l'armistice était nécessaire à ce moment. Nombreux étaient ceux qui auraient aimé voir un armistice plus tôt, après la bataille de la Marne. D'autres affirmaient que Ludendorff ne souhaitait qu'un court répit avant une reprise des hostilités.

En réponse à une deuxième question **d'Anne-Marie Saint-Gille** (Université Lyon II) concernant le débat historiographique sur les « cultures de guerre » et la notion de « brutalisation », souvent invoquées pour tirer une ligne directe entre les deux guerres, **Bernd Wegner** a fait une distinction entre « brutalisation » et « densification de la violence » qui sont certes des termes reliés mais correspondent à un niveau d'analyse différent. Contrairement à « brutalisation », « densification de la violence » est un terme neutre d'un point de vue moral. La brutalité peut être la raison d'une « densification de la violence » et correspond donc à un niveau d'analyse moins abstrait. Quant à l'expression « cultures de guerre », elle est certes bien trouvée mais manque de précision si elle n'est pas prise dans un contexte historique bien défini.

En somme, il s'agit toujours d'éviter un niveau d'abstraction tel que les notions soient vidées de leur sens.

* * * * *

La seconde intervention de la journée par **Françoise Knopper** (Université Toulouse II) s'intéressait à la question des « **Voyageurs européens sur les chemins de la guerre et de la paix du temps des Lumières au début du XIXe siècle** ».

Résumé de l'intervention

Les réflexions qui sont à l'origine de ce livre résultent d'une interrogation : quelles sont les interactions de la guerre et de la paix dans la construction des identités en Europe et comment ces générations ont-elles pu simultanément affirmer que la guerre était nécessaire et la paix utile ? A cette question s'en ajouteront ici deux autres : quelle part revient plus spécifiquement aux relations entre la France et l'Allemagne ? Et quels problèmes méthodologiques cette investigation a-t-elle posés ?

Le socle conceptuel des notions de guerre et de paix au XVIII^e siècle, posé par le *Projet pour rendre la paix perpétuelle* de l'abbé Castel de Saint-Pierre, l'activité de Leibniz, les écrits de Rousseau ou l'essai de Kant (*Zum ewigen Frieden*), a fait l'objet d'études incontournables¹. La guerre est traitée comme un « fléau » dans l'*Encyclopédie* de Diderot, la paix est en revanche censée rétablir « l'ordre » – par exemple l'ordre divin, « l'harmonie », comme Leibniz l'entend, ou bien l'ordre de la raison, selon Kant. Les *Aufklärer* critiquent « l'utopie » de la paix perpétuelle : Leibniz et Kant (comme Voltaire) se moquent du *Projet* de Saint-Pierre. **Leibniz**, en diplomate, formule des suggestions pour mettre un terme à la guerre. Premièrement, il estime que c'est **par la paix interconfessionnelle** que la paix civile pourra être rétablie (la priorité serait donc de commencer par faire cesser les querelles confessionnelles). Deuxièmement, appliquant la terminologie des physiiciens de son temps, il estime que la paix ne repose que sur **l'équilibre entre les puissances**, il conviendrait donc d'éviter que l'une d'elles ne soit hégémonique ; il voit dans la paix une tension (non violente mais constante) entre les Etats. La création de sociétés savantes pourrait contribuer à réaliser ces deux objectifs. **Kant** raisonne non en diplomate mais en philosophe du droit : **la guerre caractériserait l'« état de nature »** (*Faustrecht*), étape que l'Etat de droit doit dépasser. Mais il y aura des guerres aussi longtemps que les relations entre Etats (même de droit) resteront au niveau de celles

¹ Marcel PEKAREK, *Absolutismus als Kriegsursache. Die französische Aufklärung zu Krieg und Frieden*, Stuttgart Berlin Köln, Kohlhammer, 1997; Johannes KUNISCH, *Staatsverfassung und Mächtepolitik. Zur Genese von Staatenkonflikten im Zeitalter des Absolutismus*, Berlin, Duncker&Humblot, 1979. On se reportera également à la série *Frieden und Krieg. Beiträge zur historischen Friedensforschung*, Essen, Klartext-Verlag, 2002 sqq ; et aux travaux de E. HINRICHS, de M. DUCHHARDT et plus récemment de T. HIPPLER.

de l'état de nature. Pour œuvrer en faveur de la paix, Kant plaide pour un droit cosmopolitique, appliqué par une société des nations (et non plus limités aux individus savants) et par des Etats de régime « républicain » (dont le chef ne considère pas que l'Etat est sa propriété). La paix « éternelle » est une exigence de la raison tandis que la guerre est un conflit naturel qui se retourne d'ailleurs contre lui-même puisqu'il débouche sur la signature de traités de paix. Puisque la guerre incite ainsi à faire triompher le droit, elle est une « ruse de la nature ». Mais la « paix éternelle » n'a pas de réalité objective, elle est une règle d'action.²

De récents ouvrages d'histoire militaire, enrichis du classement de nouveaux fonds d'archives³, revisitent les récits de batailles qui sont traitées en « objets de l'histoire »⁴. La corrélation entre absolutisme et bellicisme a pour sa part retenu l'attention des chercheurs depuis longtemps, comme l'attestent les travaux de Johannes Kunisch⁵ ou de Joël Cornette, la guerre étant l'un des « outils symboliques de la puissance », un « agent et ferment du durcissement de l'Etat »⁶. Ils ont privilégié généralement les écrits des militaires⁷ et se sont plus rarement intéressés aux réflexions que susciterent, chez les civils aussi, les souvenirs qui étaient gardés des guerres antérieures, la lassitude ou l'enthousiasme que déclenchait l'alternance des périodes de guerre et de paix.

C'est pourquoi d'autres chercheurs s'efforcent actuellement d'associer l'analyse des notions politiques à une **histoire sociale et culturelle**. Cette étude-ci a souhaité évaluer – à partir de témoignages, de relations de voyage authentiques, de mémoires de diplomates et de journaux de combattants, et, à titre comparatif, de quelques utopies – quelle était la perception individuelle, au quotidien, de ces temps d'affrontements, quelles en étaient les incidences sur les idéologies et sur la conception de la société, quels liens s'établirent entre la culture des voyages et le contexte de la paix ou de la guerre au XVIII^e siècle.

² Voltaire a admis le bien-fondé de guerres absolutistes, en particulier quand il s'agissait de guerres de succession destinées à garantir la puissance d'un Etat ; mais il n'en avait pas moins déploré les séquelles de toute guerre, comme l'attestent ses lettres à Frédéric II durant les guerres de Silésie ou l'article « guerre » de son *Dictionnaire* qui qualifie la guerre de « fléau inévitable ». L'*Encyclopédie* de d'Alembert et Diderot avait pour sa part esquissé une relation dialectique entre les notions de guerre et de paix et débouché sur l'amorce d'une critique. En effet, l'article « guerre » y est subdivisé en deux rubriques distinctes : « Guerre (Droit naturel & politique) », qui traite la question de façon technique, et « Guerre (Art militaire & Histoire) », où la guerre est assimilée à des « malheurs déplorables, mais ordinaires ». En outre, l'article « paix » de l'*Encyclopédie* prend position contre Hobbes et voit dans la paix un état « naturel » car c'est elle qui « procure le bonheur qui est le but de toute société ».

Si l'on compare ces articles à ceux qui figuraient dans le *Universal-Lexikon* de Zedler, qui parut entre 1732 et 1754, on note que la réflexion sur la paix a considérablement évolué sur le plan philosophique : alors que le dictionnaire de Zedler avait abordé la paix sous un angle précis, réduit au secteur juridico-diplomatique, et s'était reporté à des traités signés entre potentats, il résulte de la dialectique guerre/paix sous-jacente aux articles de l'*Encyclopédie* que la guerre ne serait nullement un état de nature et que les conseillers des monarques qui la déclencheraient seraient critiquables : « il faut dans le souverain une fermeté inaltérable, un amour invincible de l'ordre & du bien public [!], pour résister aux clameurs des guerriers qui l'environnent », indique l'article « paix » de l'*Encyclopédie* au § 769 a. Cependant, la paix y reste envisagée sous un angle général et est assimilée à la recherche de la tolérance et de la justice.

³ Cf. les commentaires de Jean-Paul BERTAUD et Daniel REICHEL, *L'armée et la guerre*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1989, p. 8 ainsi que la bibliographie p. 77-79.

⁴ Cf. Olivier CHALINE, *La bataille de la Montagne Blanche (8 novembre 1620). Un mystique chez les guerriers*, Paris, Noésis, 2000.

⁵ Johannes KUNISCH, *Fürst, Gesellschaft, Krieg. Studien zur bellizistischen Disposition des absoluten Fürstenstaates*, Köln Weimar Wien, Böhlau, 1992.

⁶ Joël CORNETTE, *Le roi de guerre. Essai sur la souveraineté dans la France du Grand Siècle*, Paris, Payot, 2000, p. 215 et 319.

⁷ Cf. Bernhard R. KROENER et Ralf PRÖVE (Hg.), *Krieg und Frieden. Militär und Gesellschaft in der Frühen Neuzeit*, Paderborn, Schöningh, 1996. Une enquête historique et philosophique a été menée par Thomas HIPPLER, *Soldats et citoyens. Naissance du service militaire en France et en Prusse*, Paris, puf, 2006.

Présentation des documents utilisés

Les documents utilisés ici sont des carnets de guerre et des correspondances illustrant l'histoire immédiate de la guerre ; des mémoires d'anciens combattants écrits rétrospectivement ; des relations de contemporains simplement curieux de faire une expérience de la guerre par procuration. La thématique n'est pas liée à une catégorie professionnelle donnée. Les extraits furent largement diffusés, ils parurent souvent dans diverses revues et ce durant les guerres elles-mêmes.

Les auteurs de ces documents se situent à l'opposé de la guerre en dentelles car ils informent sur le quotidien, sur les déplacements et les séjours dans des régions plus ou moins hospitalières. Pour les princes, les campagnes militaires correspondent à des «vacances sportives ». Pour les simples combattants, elles peuvent satisfaire leur soif d'aventure mais surtout, en général, détruire les idées préconçues. Par exemple Laukhard⁸ ne montre pas une armée prussienne redoutable car il parle des désertions, des pillages, des maladies, des poux. Laukhard est certes un joyeux luron et un individualiste, mais on note presque partout des informations similaires sur le rythme des journées, la localisation des campements, les rumeurs sur l'état d'esprit des troupes. Le cloisonnement social perdure entre les gradés de haut rang et les autres, de sorte que les auteurs indiquent souvent qu'ils ne savent pas comment la situation va évoluer, mais leurs interrogations donnent au fond à penser que les officiers eux-mêmes attendaient les ordres du pouvoir politique.

Les correspondances, elles aussi, décrivent l'organisation des armées, comme celle du prince de Ligne en 1788. En outre, elles permettent de reconstituer la genèse des mémoires écrit ou réécrits ultérieurement.

Pratiques culturelles et répercussions sociales

Les relations de voyage les plus nombreuses sont celles qui décrivent des voyages d'agrément et il serait fallacieux de surestimer la mobilité liée à la guerre. Mais on ne peut pas sous-estimer le fait que l'Europe a construit aussi son identité sur la coexistence des faits militaires et de pratiques culturelles pacifiques. Cette coexistence se reflète dans les **mentalités auliques** : princes ou gradés, durant les campagnes militaires, entreprenaient aussi des excursions ; et, lors de leurs déplacements forcés, les émigrés, qu'ils viennent de France ou qu'ils fuient les territoires occupés par les troupes des révolutionnaires puis par celles de Napoléon, ont tenté de conserver leurs habitudes. **Chez les roturiers aussi**, il existe une sociabilité caractéristique de ces périodes de guerre : visites rendues à des érudits locaux, observations de sites ou de monuments, conversations avec les habitants. Les auteurs ne sont pas des thuriféraires de la guerre, expérience qui semblerait « inévitable ». Et on peut leur appliquer une remarque de Rousseau qui sépare l'aspect théorique et la pratique civique de la guerre dans le *Contrat Social* (I, 4) : « *La guerre n'est donc point une relation d'homme à homme, mais une relation d'Etat à Etat, dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non point comme hommes ni même comme citoyens, mais comme soldats* »

Ces écrits s'inscrivent dans le mouvement général qui se produit au sein de la **sphère publique**. Très tôt, les touristes britanniques avaient observé les faits militaires et visité forteresses et arsenaux, cela faisait partie de leur formation ou était un spectacle qu'ils estimaient digne d'intérêt, mais la guerre était reléguée dans un espace lointain et traitée en objet de savoir pour honnête homme. Frédéric II a su tirer des conclusions de cette curiosité du public et c'est lui-même qui transmettait les informations à la presse dans ses « Lettres d'un officier prussien ».

⁸ H.W. Engels, A. Harms (Hrsg.), Friedrich Christian LAUKHARD, *Leben und Schicksale. Fünf Theile in drei Bänden, Reprint der Originalausgabe, Nachwort und Materialien*, Frankfurt/M. 1987.

Même quand les guerres, du moins avant l'époque révolutionnaire, donnent l'impression de se dérouler en coulisse, une partie du public semble avoir pris une vive conscience de la précarité de la paix dans la mesure où chaque signature d'un traité de paix a favorisé une **augmentation du nombre des voyageurs**. Ce qui souligne qu'une certaine identité européenne continuait à se placer sous le signe de la *République de savants*. La première vague se situe au lendemain de la signature des traités d'Utrecht et Rastatt, après 1713 et 1714. La deuxième après 1763, la paix d'Hubertusburg paraissant rétablir un équilibre européen stable. La troisième vague commence en 1795 et culmine après les traités de Lunéville et d'Amiens en 1801 et en 1802, qui établissent en Europe une paix générale et génératrice d'une euphorie qui ne devait être en fait que de courte durée.

Les déplacements, qu'ils aient été directement liés à des opérations militaires ou organisés en marge des guerres, ont suscité des commentaires sur les crises de l'Etat, sur la situation de la culture ou les répercussions de la religion, et ont fourni l'occasion d'envisager la paix dans ses composantes intérieures ou extérieures. On constate ainsi que cette mobilité des personnes a favorisé un **réexamen des valeurs** : relation de l'individu à la collectivité, image de l'autre, éthique de la mort, quête d'une paix avec ou sans le recours à la violence. Ce réexamen des valeurs était d'autant plus plausible que le voyage était alors conçu comme « l'école de la vie » (*Jaucourt*), de sorte que même les déplacements qui avaient un contenu militaire ou diplomatique ont été ressentis comme des occasions d'observer et de s'instruire.

Parmi les cas périphériques significatifs, il y a celui de la **guerre de succession bavarroise**, en 1778, nommée « guerre des pommes de terre », qui fut dépourvue d'actions d'éclat et suscita des débats sur lesquels la censure ne semble pas s'être exercée, si bien que les contemporains ont pu dire leurs attentes concernant **l'absolutisme éclairé**. On peut alors comprendre pourquoi ils approuvent **d'un même élan** actes d'héroïsme et traités de paix. Si l'on confronte les récits de témoins oculaires à ceux des civils, on observe d'ailleurs des décalages entre l'expérience et la théorie. Un aumônier militaire se plaint de ce que les soldats ne se laissent pas éclairer, et pourtant la belle théorie des patriotes de l'époque reposait sur leur confiance dans le bon peuple qui devait assurer la victoire. Un officier (Schmettau) conseille d'accroître l'influence des jeunes militaires aux côtés du monarque, et pourtant les civils souhaitaient que ce soit le monarque en personne qui galvanise les troupes. Mais une certitude est commune aux uns et aux autres : le souverain, détenteur de l'autorité politique et militaire suprême, a le devoir et le pouvoir de rationaliser l'institution militaire et d'éduquer au patriotisme.

Ces textes abordent plus fréquemment la question de la guerre que celle de la paix parce que la guerre, pensée de loin ou vécue au quotidien, est présentée comme une manifestation fondamentale du sens de l'honneur et du sacrifice. A la fin de l'époque absolutiste, la conviction de mener des guerres « justes » continua à galvaniser les enthousiasmes, ce que confirmait la participation à la rébellion des colonies américaines et ce que confirmeront les campagnes révolutionnaires.

Constitution d'une mémoire collective

Les descriptions des campagnes militaires ont joué un rôle si décisif dans la constitution de la mémoire collective que la guerre est restée l'un des facteurs de la crise des consciences européennes. Les faits de guerre semblent avoir été relatés pour inciter les futurs touristes à entreprendre des sortes de pèlerinages séculiers sur des champs de bataille célèbres. Il semble que ce soit à partir des conflits que l'on comprendrait comme l'histoire se serait élaborée.

Pour les voyageurs allemands, la **guerre de Sept Ans** a suscité un premier changement de paradigme. On le voit à partir de l'exemple des représentations de la ville de Dresde, victime de bombardements : en voyant les ruines, certains, comme Chodowiecki, réagirent en amateurs d'art et considérèrent les conflits comme dépassés, tandis que d'autres, comme Riesbeck ou Rebmann, lièrent la mémoire de la guerre à « la critique de

stratégies politiques génératrices de guerres » et préconisèrent le développement de la sphère publique « comme facteur d'équilibre » (S. Le Moel). Cette manifestation de démocratisation a accompagné l'émergence d'une mise en perspective historique et l'instauration de modes touristiques qui attestent la constitution d'une mémoire collective. Descriptions topographiques et informations sociologiques sont cependant tendancieuses, chaque interprétation reflétant le camp choisi par le visiteur des lieux d'affrontements.

Un nouveau changement de paradigme se produit **après 1789**, lorsque voyages et guerres se placent sous le signe de la Révolution et de la défense des Droits de l'homme. En témoignent la revue *Frankreich*, fondée à Altona en 1795, ou la correspondance de Caroline Michaelis-Böhmer venue s'installer à Mayence, ainsi que les lettres de voyage du musicien Johann Friedrich Reichard, emblématique des « pèlerins de la liberté » (Alain Ruiz). Les mentalités de cette époque vont osciller entre la condamnation de guerres qui s'accompagnaient de vandalismes et de dévastations, d'une part, et un accommodement avec certains bouleversements jugés bénéfiques, tels que la création de musées (B. Savoy) ou les réformes politiques et sociales dans les nouveaux départements, d'autre part.

La guerre continua, **sous Napoléon**, à être un instrument de puissance tandis que **la paix devenait un argument de propagande**. Le nombre des chroniques de voyage s'accroît. En particulier la catégorie des récits d'exode. Ainsi que la catégorie des carnets rédigés par des officiers amenés à se comporter en voyageurs. Ces textes prouvent l'éveil de la sensibilité romantique, l'importance de la mise en perspective historique et de la peinture des paysages, si bien que le « triptyque voyage-humanité-universalité semble alors se recomposer, même si le regard du curieux, de l'ethnologue, du sociologue a du mal à trouver sa place dans un système narratif dominé par la condition du soldat et par l'évocation de l'affrontement et de la peur de l'autre » (Antonio Risco). Le genre du reportage offrait ainsi un intérêt à la fois littéraire et journalistique.

Conclusions

1) La paix

Le besoin de paix était légitimé par le fait que les théoriciens des Lumières présentaient la paix comme l'état garantissant le bien-être de tous. Cette composante sociologique l'emporte effectivement chez les auteurs allemands qui déplorent la misère des territoires occupés. D'en haut, les monarques ou leurs conseillers voient aussi dans la paix le laps de temps qui serait à préserver pour procéder à la modernisation nécessaire des institutions et du droit.

Néanmoins, les contemporains ne considèrent pas que les traités de paix apportent une solution définitive. Peut-être parce que, depuis les guerres de Silésie et la guerre de Sept ans, les peuples risquaient, en cas de modification des frontières, de ne plus savoir à qui appartenir. La préoccupation principale serait alors la menace de désaffection du peuple pour son prince. La paix prise au sens de la préservation des frontières territoriales devient donc une revendication de certains patriotes convaincus que le législateur doit prendre en compte les composantes identitaires des populations.

Les avis que donnent ces voyageurs reviennent sinon à contester du moins à fragiliser les fondements de la souveraineté absolutiste et à dynamiser la participation des intellectuels à la vie de la cité, y compris pour relayer le besoin ou de guerre ou de paix. Et, dans ce contexte, les traités de paix de Westphalie sont la référence qui, à défaut d'avoir pleinement réussi à sauvegarder le tracé des frontières, a du moins solidement ancré la revendication du respect du « droit des gens ».

2) Interactions de la guerre et de la paix dans les textes étudiés

La paix est parfois perçue comme une période faste permettant d'instaurer des réformes utiles à l'Etat, et cela rejoint les points de vue adoptés par Frédéric II et Marie-Thérèse après le traité de paix de Hubertusburg : tous deux considèrent qu'il est de leur responsabilité politique de renforcer la puissance de leurs Etats par le biais de réformes intérieures et l'assainissement des finances. Marie-Thérèse, en particulier, ne se rallie qu'à

contrecœur aux premiers partages de la Pologne et elle redoute que ces partages ne déclenchent de nouveaux conflits.

Les auteurs qui se réclament du « patriotisme » décèlent pour leur part la possibilité d'afficher leur civisme en temps de guerre et de prendre ainsi une part active à la politique ; cela ressort des débats attestés par les correspondances ou des témoignages liés aux faits de guerre et largement diffusés, surtout depuis la guerre de Sept ans. Cette participation étant en revanche impossible lors des négociations des traités de paix, puisqu'elles sont réservées aux chefs d'Etat et à leurs diplomates, l'opinion publique semble moins bien informée et, à la différence des essais philosophiques, la réflexion sur la paix tourne bien souvent court dans les relations de voyage.

3) Les relations entre France et Allemagne

Durant le XVIIIe siècle, la sociabilité des échanges entre France et Allemagne ne se cantonne nullement aux conflits ou aux alliances : les contacts personnels sont fréquents et les militaires lettrés se retrouvent dans les théâtres ou les salons aristocratiques. Pour les tacticiens allemands, l'armée de Louis XV est souvent perçue comme un modèle. Dans les dernières années du règne de Frédéric II, de jeunes officiers se servent de cet argument pour contester les conceptions et les pratiques des anciens généraux frédériciens.

Les guerres révolutionnaires suscitent un renforcement de ces critiques et incitent les héritiers de l'Aufklärung à souhaiter l'accélération des réformes souhaitées.

4) Difficultés définitives

Une spécificité de ce travail a été l'application de mêmes critères sociaux au secteur civil et aux représentants des milieux militaires. Ces critères ont été liés à la mobilité et à ce qu'elle génère : la rencontre de l'étranger et la réaction individuelle aux décisions politiques et diplomatiques prises d'en haut.

5) L'utilisation de témoignages

Ces témoignages ouvrent des « interstices » illustrant certaines des évolutions de l'Etat et de la société. Cependant la perception d'un voyageur est par définition individuelle et limitée. Un écueil à éviter est donc de généraliser les observations ou les jugements qu'il expose. On ne trouve pas ici une prise de conscience collective de ce qu'impliquent le déclenchement de la guerre ou l'instauration de la paix.

En outre, pour témoigner, il est nécessaire d'avoir des incidents à raconter. L'accent est donc surtout mis sur les conflits et leurs enjeux, sur l'héroïsme ou du moins les épisodes dramatiques qui mériteraient de retenir l'intérêt

Discussion

La discussion a tout d'abord permis de préciser la notion de « *droit cosmopolitique* » employée en introduction : cette notion apparaît dans de nombreux textes, dont celui de Kant *Zum ewigen Frieden*.

On note à l'époque l'irruption d'une pensée juridique entraînant la notion d'arbitrage. Le conflit va de pair avec l'état de nature dû à l'existence de rapports de force. Kant souhaite l'émergence d'un état de culture qui amènerait la paix entre des pays modèles, idéaux, gouvernés par des souverains modèles. Il nourrit certes l'idée d'un congrès où siègeraient ces états. Si son approche est différente de celle de ses prédécesseurs qui raisonnent en diplomates ou en juristes, il pense en philosophe sans pour autant formuler de propositions pratiques.

Françoise Knopper a recommandé de prendre de la distance avec les anthologies d'aujourd'hui qui souvent présentent Kant comme un pacifiste, alors que la paix perpétuelle

s'apparente pour lui à une illusion. Il s'agit davantage d'une règle d'action que d'un but réalisable et Kant ne formule d'ailleurs pas de propositions concrètes pour y parvenir. Françoise Knopper a rappelé que c'est l'enseigne d'une auberge sise face à un cimetière et portant le nom de « Zum ewigen Frieden » qui aurait inspiré au philosophe son essai « Zum ewigen Frieden » (« Vers la paix perpétuelle »).

Bernd Wegner a ensuite souligné que la notion « d'équilibre » défendue par Leibniz - une idée britannique à l'origine (*balance of power*) - est un concept très controversé au XVIII^e siècle. Ainsi, selon Kant, le concept d'équilibre n'est pas à même de favoriser la paix. Pour appuyer ce point de vue, Bernd Wegner a fait référence au terme anglais de « holder of balance ». Bernd Wegner a en outre rappelé que, malgré le grand nombre de guerres au XVIII^e siècle, celles-ci étaient très limitées dans l'espace : elles se déroulaient sur les champs de bataille, loin de la vie quotidienne des civils. **Françoise Knopper** est convenue que l'Europe du XVIII^e siècle n'était certes pas partout en guerre mais a néanmoins confirmé que, dans la mémoire collective, l'Europe se trouve avant tout assimilée à l'Europe des guerres.

Bernd Wegner a repris à son compte le constat selon lequel les récits de voyage évoqueraient davantage la guerre que la paix. Il a émis l'hypothèse que la guerre est davantage porteuse de tension, de dynamisme, alors que la paix est synonyme d'ennui. Si l'on regarde les images des retables, n'y voit-on pas en effet l'Enfer et les combats plus souvent représentés que des situations pacifiques ? N'est-il pas significatif que le paradis de Bosch reste vide alors que l'enfer est dépeint dans ses moindres détails ?

Bernd Wegner a également attribué cet état de fait à l'essor des communications entre intellectuels à cette époque qui favorisait grandement la propagation de nouvelles ainsi que l'échange d'idées à propos des guerres successives.

Bernd Wegner s'est ensuite interrogé sur les conséquences que les voyages avaient sur la pensée des savants européens, étant donné qu'il existait de toute manière une communication importante et permanente entre eux. **Françoise Knopper** a rappelé que le voyage, le « grand tour » faisait partie aussi bien de l'éducation traditionnelle des aristocrates qui l'effectuaient assez jeunes (à douze, treize ans), que des roturiers (qui ne partaient que plus tardivement, vers quarante ans) ou des intellectuels. Pour certains, il s'agissait de s'acquitter personnellement de responsabilités impossibles à déléguer. Les voyages représentaient également un prolongement des correspondances, on éprouvait plaisir à se rencontrer enfin. D'autre part, le voyage ouvrait à des expériences que la lecture ne permettait pas. Ainsi s'est constitué un réel réseau d'hôtes et de voyageurs dans l'Europe du XVIII^e siècle, qu'on ne connaîtrait pas aujourd'hui sans leurs récits, très précieux dans une perspective d'histoire culturelle. Ces récits de voyageurs nous livrent une expérience de la sociabilité en ces temps de guerre et de paix.

Hélène Miard - Delacroix s'est interrogée sur l'interpénétration des deux concepts de la guerre et de la paix : si la paix est vécue comme absence de guerre, qu'est-ce qui amène à la penser ainsi à rebours ? S'agit-il de l'incertitude du devenir comme ont pu l'exprimer les poilus des tranchées de la Première Guerre mondiale ? De la perspective de mourir au service ? (Ceci n'est cependant pas spécifique de la guerre si l'on pense par exemple au métier de marin.) Est-ce le fait pour des hommes de se retrouver ensemble ? (Ils peuvent cependant l'être en temps de paix dans les casernes.) La caractéristique déterminante résiderait-elle dans la perte de contrôle de sa propre vie, dans la part du hasard liée à la guerre ou même dans la notion du sacrifice ?

Bernd Wegner a relativisé la notion de « sacrifice » au XVIII^e siècle : suivant les idéaux de l'aristocratie à cette époque, il s'agissait surtout pour l'homme de s'affirmer dans des situations difficiles et de chercher ainsi la gloire. **Françoise Knopper** a précisé qu'on retrouvait l'idée de sacrifice surtout chez les théologiens (cf. *Vom Tode für das Vaterland* de Thomas Abbt), notamment dans les sermons des aumôniers militaires de l'époque qui

voyaient s'annoncer une période où l'on pourrait donner un sens à la mort. On s'approche alors de la notion du soldat –citoyen (Cf Lenz) : il faut être citoyen pour pouvoir s'identifier avec l'idée pour laquelle on meurt.

La paix ne permet pas la confrontation immédiate avec le péril. Or, dans une perspective existentielle, ce rapport entre guerre et sens de la mort interpelle inévitablement. Mais ce sont des thématiques peu porteuses en temps de paix, où l'intérêt s'oriente davantage sur les réformes, l'éducation; on en voudra pour preuve le miracle prussien.

Françoise Knopper a conclu sur la complexité du rapport entre guerre et paix, complexité confirmée par les questions soulevées au cours des deux discussions de la journée et dont il conviendra de creuser encore davantage les implications et enjeux au cours des prochaines journées d'étude prévues par le programme de formation-recherche.

Compte-rendu rédigé par
Corinne Anastasie (Université Paris IV)
Ruth Lambertz (Université Paris IV et
Helmut-Schmidt-Universität Hamburg)
et **Nicole Leier** (Université Paris IV)

*Le résumé de l'intervention de **Françoise Knopper**
a été conçu par l'intervenante elle-même.*